

## TUNISIE : LA RÉVOLUTION DU JASMIN

Dans une Tunisie bâillonnée et pillée par un clan mafieux insatiable, l'immolation de Mohamed Bouazizi, un jeune chômeur diplômé de Sidi Bouzid a déclenché une vague de manifestations de la jeunesse, des travailleurs et de la population, qui s'est propagée des villes du centre du pays : Thala, Kasserine, Regueb, Kairouan vers Sfax, berceau de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens), fondée par Ferhat Hached et restée ensuite, avec Habib Achour, indépendante du néo-Destour puis du RCD. Structurée par l'UGTT qui a imprimé au mouvement des couches populaires déshéritées, un caractère social radical, le mouvement gagne Gabès, Bizerte puis Tunis et ses banlieues où il reçoit le soutien d'une fraction des classes moyennes (médecins, avocats, magistrats), des intellectuels, des enseignants, de la jeunesse, des femmes, des artisans, commerçants et des chômeurs.

Pendant un mois, Zine el-Abidine Ben Ali a tenté à plusieurs reprises d'enrayer la menace en annonçant la fin de la répression, « la création de 300 000 emplois avant la fin 2012 », le limogeage du gouvernement et la tenue d'élections législatives anticipées dans les six mois. Ces promesses faites, il se crut autorisé à décréter le 14 janvier, l'état d'urgence et le couvre-feu dans tout le pays. Trop tard, car le jour même, sommé par le chef d'État-major de l'armée de terre, le général Rachid Ammar, soutenu par les États-Unis, l'autocrate gominé a dégagé du pays pour se réfugier en Arabie Saoudite. Sa fuite va développer un processus de dislocation de l'appareil d'État d'un régime en voie d'effondrement.

Pourtant, à la différence de l'Algérie, la stabilité du régime n'était pas assuré par le réseau des mosquées ou par l'armée et les forces paramilitaires spécialisées dans la guerre contre le peuple. En Tunisie, le mouvement islamique n'était en rien comparable au Front islamique (FIS) et l'armée aux effectifs réduits (22 000 conscrits sur les 27 000 soldats des forces terrestres), et à l'encadrement contrôlé était proche de la population, face aux 12 000 paramilitaires de la garde nationale et aux 120 000 policiers du pays.

Le contrôle de la société civile était pour une large part assuré par le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de Ben Ali aux effectifs pléthoriques (1,5 million de membres sur une population de 10,5 millions d'habitants).

Le second facteur de la stabilité se situe dans les années soixante-dix quand s'achève l'expérience Nen Salah du développement de l'économie planifiée, animée et financée par l'État et les capitaux étrangers. Progressivement la Tunisie s'est ouverte au libéralisme aux doubles conséquences :

- le contrôle de l'économie par les sociétés internationales et l'Union Européenne, surtout la France devenue la tutrice, au sens strict, de la bourgeoisie tunisienne, socialement débile car incapable d'occuper par ses propres moyens une place, même limitée, sur le marché mondial ;

- La spécialisation de l'économie tunisienne dans la production agricole, les services, le textile, la distribution, les télécommunications et le tourisme.

Ajoutons que depuis 1956, tous les gouvernements français ont soutenu Bourguiba puis Ben Ali servant sur un plateau tous les signes démocratiques et de la modernité : l'absence d'un code de la famille et l'interdiction de la polygamie, l'image des femmes dévoilées, les cheveux lâchés bien scolarisées, lycéennes et diplômées, occupant des postes de responsabilités dans les Universités, les hôpitaux, les services publics et les administrations. C'est encore l'accent mis sur les hypermarchés bien remplis, l'accueil à

bras ouverts de toutes les entreprises étrangères, la libéralisation des services et l'invitation faite aux seniors européens de passer l'hiver en Tunisie, moins coûteux que le chauffage en France en bénéficiant de tarifs très intéressants.

C'est enfin le silence fait en France sur la caporalisation de la presse et des médias, l'absence de toutes les libertés publiques et la répression contre les opposants, parce que Benali, chef d'un État laïc, dont le parti était membre de l'Internationale socialiste était considéré comme un rempart efficace contre l'islamisme.

## **Une révolution exemplaire**

On parle de révolution lorsque les masses font irruption dans l'arène politique pour régler tous leurs problèmes. Elles entrent dans le champ de l'histoire, de façon tumultueuse, sans aucun programme précis mais avec l'âpre sentiment de ne plus tolérer l'ordre existant. C'est ce processus auquel nous assistons, depuis la mort de Mohamed Bouazizi, le 17 décembre.

L'immolation d'un jeune diplômé chômeur a poussé les couches populaires à manifester leur colère puis à entrer dans la lutte de façon spontanée, sans parti officiel ou clandestin, sans leader présent ou en exil mais avec un seul objectif : en finir avec le régime de Ben Ali, quintessence de corruption, de misère et de brutalité policière. Ben Ali parti, le premier ministre Ghannouchi devenu président intérimaire a proclamé le couvre-feu, le déploiement de l'armée et invité les partis d'opposition à rénover le régime en respectant le cadre de la Constitution existante et à se regrouper, pour éviter le chaos, dans un gouvernement d'union nationale.

En une semaine, ce gouvernement a prononcé la dissolution du bureau politique du RCD – l'ancien parti État qui a lui-même dissous son comité central –, libéré une partie des prisonniers d'opinion, une loi d'amnistie et une autre légalisant les partis interdits. Il a installé des commissions chargées de plancher sur la réforme institutionnelle, la répression et la corruption et sifflé la fin de la récréation pour faire repartir l'économie et préparer dans les meilleures conditions les prochaines élections législatives. Cet introuvable gouvernement d'union nationale – une sorte de contre révolution de velours visant à déposséder le peuple de sa révolution – est resté suspendu dans le vide quand l'UGTT a demandé à ses quatre ministres de démissionner.

Depuis Janvier, la dynamique révolutionnaire s'est manifestée par l'intervention de l'armée contre les milices du pouvoir, les mesures prises par les jeunes, les syndicats et la population pour se protéger de la police en s'organisant dans des comités de quartiers et de villages, le pillage des villas et des magasins des membres de la famille Ben Ali, la dissolution des milices, l'épuration des journaux des radios et de la télévision, de la police, des banques et des administrations de tous ses chefs liés au clan Ben Ali.

Face au puissant et radical mouvement social, le gouvernement a tenté de sortir de l'impasse en proposant une recomposition du cabinet ministériel ouvert à des membres de la société civile et à l'opposition. Il a aussi songé à créer un « comité des sages », une sorte de conseil chargé de superviser le travail du cabinet de transition. Sans résultat, car après l'arrivée des zones rurales déshéritées de l'intérieur du pays de « la caravane de la libération », l'installation de centaines de manifestants devant le palais où siège le gouvernement en exigeant sa dissolution et l'appel à la grève générale des syndicats d'enseignants de l'UGTT, Ghannouchi a fait appel au général Rachid Ammar, très populaire, dont la sortie médiatique sur l'armée désormais protectrice de la révolution du jasmin signifiait son intention de s'ériger en arbitre de la situation.

Malgré la garantie de l'armée apportée par le général Ammar, se réclamant fidèle à la Constitution pour éviter le chaos, l'annonce d'un remaniement ministériel et les appels au retour à l'ordre clamés par les médias restées benalistes, les Tunisiens veulent toujours que le gouvernement dégage, que le RCD cliniquement mort ne se reconstitue pas sous un autre nom et que la police politique soit dissoute. Ce qui est rejeté, c'est la permanence des instruments de la dictature maintenus dans le gouvernement de transition où les ministres du RCD tiennent les postes essentiels (Intérieur, Défense, Finances et Diplomatie).

L'arbitrage de l'armée, un coup d'État militaire étant exclu, tout comme une menace islamique, il apparaît que la grève scolaire massivement suivie a transféré dans les faits le pouvoir à l'UGTT devenue la force principale d'encadrement de la société. Ce sont ses cadres syndicaux et ses militants qui encadrent le mouvement de contestation dans la plupart des régions. C'est dans les structures de l'UGTT qu'artistes, intellectuels, enseignants, avocats, journalistes radios télé et de la presse écrite sont en Assemblées générales permanentes débattant de l'avenir. Dans ce contexte, il apparaît que la dissolution du gouvernement n'entraînera pas le chaos, mais la mise en place d'une structure provisoire chargée de préparer, non pas des élections législatives pour un parlement fonctionnant dans le cadre des institutions existantes mais d'élections libres à une Assemblée Constituante. On assistera alors à la sortie de la Tunisie de la Ligue arabe et de l'Union pour le Maghreb arabe (UMA) et à la marche des peuples de l'Afrique du Nord pour réaliser leur unité.

## **L'Algérie dans l'œil du cyclone**

La partie décisive se jouera en Algérie pour plusieurs raisons. C'est en Algérie que la conquête suivie de l'introduction du mode de production capitalisme a jeté les fondements d'une société fondée sur des classes sociales de type moderne. C'est à partir de l'Algérie que se sont faite la conquête de la Tunisie et l'installation du protectorat, puis la conquête du Sahara et du Maroc. C'est l'Algérie qui a servi de laboratoire pour l'élaboration d'une doctrine coloniale, l'intégration des pays d'Afrique du Nord dans son économie, son marché du travail, son outil militaire et sa diplomatie méditerranéenne. C'est l'immigration ouvrière algérienne intégrée dans le procès de production depuis le début du siècle et plus encore pendant la guerre qui a assuré pour une part non négligeable, avec les Tunisiens et Marocains, la victoire des Alliés.

Fait aussi remarquable, la création dans l'émigration ouvrière algérienne de l'Étoile Nord-Africaine qui fut la matrice des mouvements nationalistes d'Algérie, Tunisie et Maroc, comme l'a bien montré Charles-André Julien dans *l'Afrique du Nord en marche*. C'est le mouvement nationaliste algérien, l'Étoile, le PPA puis le MTLD qui a donné une impulsion à la lutte des partis nationalistes de Tunisie et du Maroc. Pendant la guerre d'Algérie, c'est après l'insurrection du 20 août 1955 que Pierre Mendès France a négocié avec Bourguiba l'autodétermination de la Tunisie, étape vers l'indépendance totale. Peu après, le Maroc a obtenu à son tour l'indépendance.

Cinquante ans après, les régimes issus de l'indépendance ont été incapables de réaliser les tâches démocratiques (les libertés, la réforme agraire, l'émancipation de la femme, l'indépendance des syndicats, des États laïcs et fondés sur le droit), l'industrialisation, la suffisance alimentaire, le plein emploi, le développement de la culture. En d'autres termes, le programme de l'Étoile Nord-Africaine qui a fécondé les nationalismes de Tunisie et du Maroc n'a reçu aucune application. Il apparaît que la révolution du jasmin en jetant bas le régime de l'autocrate Ben Ali a mis à l'ordre du jour un aménagement

profond de la monarchie marocaine et la destruction du régime militaro-policier de Bouteflika. En d'autres termes, avec le mot d'ordre central actuel d'Assemblée constituante, elle a ressorti le programme de l'Étoile dont Messali Hadj fut le principal dirigeant.

La doctrine qu'il a élaboré, avec un Comité directeur de cadres et de militants remarquables, porté par des millions d'Algériens dans le PPA, le MTLD, le MNA et l'USTA, doit être maintenant précisé et largement diffusé car il est d'une actualité brûlante. Elle permettra dans sa réalisation de tirer un trait sur le passé colonial de la France sans exiger sa repentance mais l'écriture honnête sur une histoire partagée et dans la perspective de créer un l'Occident méditerranéen (les 5+5). Les problèmes posés par l'Étoile ne peuvent plus être différés car comme l'a dit Henri Guaino dans *le Point* : « La Tunisie, le Maroc et l'Algérie, c'est presque un problème de politique intérieure pour la France ».

Il ne reste plus qu'à exposer dans un premier article la doctrine messaliste et à montrer dans un second toute son actualité.

**Jacques Simon**  
*24 janvier 2011*